

# Policier, juge d'instruction et prévenu : y-a-t-il eu « collusion » dans une affaire de stup' à la Seyne-sur-Mer ?

INFO LE PARISIEN. Dans une plainte en lien avec une affaire de trafic de drogue dans le Var, une avocate dénonce les relations qu'un « informateur » aurait entretenues avec un policier et une juge en charge de l'instruction.

Abonnés Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article.



Le policier en charge de l'enquête a échangé des appels et des SMS avec le mis en cause dans cette enquête pour trafic de drogue. (AFP)

Par Zoé Lauwereys

Le 30 janvier 2023 à 11h20

« Dis-moi que tu m'as trouvé une solution pour pas que je prenne huit ans dans les dents au moins. » Depuis sa cellule, Rachid T. s'adresse au téléphone à Guillaume S. Le premier est détenu, condamné à 8 ans de prison en avril 2022 par le tribunal correctionnel de Marseille (Bouches-du-Rhône) pour un trafic de stupéfiants « très organisé » au sein de la Cité Berthe à La Seyne-sur-Mer (Var) et dans laquelle une vingtaine de personnes est mise en cause. Le second est un officier de la police judiciaire de Toulon (Var) qui a participé à l'instruction ouverte en août 2018.



« Compte tenu de cet enregistrement d'une conversation entre un policier affilié à l'enquête ainsi qu'un détenu condamné dans cette affaire, il y a tout lieu de penser qu'une collusion s'est installée », dénonce Me Lola Dubois, dans une plainte contre X, déposée le 19 décembre au nom de son client, Dassyr G., lui aussi condamné en première instance en avril 2022 dans cette affaire à neuf ans de prison et 40 000 d'euros d'amende.

**« J'ai eu la juge, elle va s'en occuper, pour que cela soit bien revu à la baisse »**

Pire, relate Me Dubois dans sa plainte, au cours de l'instruction, la juge en charge de l'affaire se serait entretenue par téléphone avec le « tonton », incarcéré au Pontet. « Bah oui, elle a appelé la juge pour communiquer, qui va voir avec le président de la Cour d'appel », rassure l'officier dans cette conversation téléphonique authentifiée par un huissier et que nous avons consultée. Alors, un policier, une juge d'instruction, et un détenu se sont-ils entendus pour que « l'indic » « balance » les autres membres du réseau, en échange d'une peine réduite ?

---

**À lire aussi** En 2019, la police tente de mettre fin aux relations incestueuses entre ses officiers et ses "indics"

---

C'est ce que croit savoir la défense de Dassyr G. qui retranscrit les échanges entre le policier et le détenu. Répondant par SMS aux inquiétudes de Rachid T. incarcéré à la prison du Pontet (Vaucluse), Guillaume S. apaise encore : « J'ai eu la juge, elle va s'en occuper, pour que cela soit bien revu à la baisse. » Un accord qualifié de « pacte » dans la plainte de la pénaliste.

En France, la gestion des informateurs des forces de l'ordre est strictement encadrée par la loi. Les « indics » doivent être enregistrés. Ce qui ne semble pas être le cas dans cette affaire. Les entretiens téléphoniques entre un policier et un détenu sont en outre interdits par le Code Pénal.

### **« Escroquerie au jugement et subornation de témoin »**

Pour faire toute la lumière sur ces relations singulières, Dassyr G. et sa défense ont déposé plainte contre X pour « faux, usage de faux, escroquerie au jugement et subornation de témoin ». Une plainte qui vient doubler celle déposée en novembre dernier par l'un des co-prévenus de Dassyr G. lors du procès en appel.

Lors de cette audience à huis clos, cité à barre à la demande de la défense dans cette affaire dite « de la cité Berthe », Guillaume S., le policier auteur de nombreux procès-verbaux dans le cadre de cette procédure, confirme ses conversations tenues avec Rachid T., tant à l'écrit qu'à l'oral. « Il reconnaîtra qu'il a contacté Rachid T. au téléphone alors qu'il était dans le bureau de madame le juge d'instruction, cette dernière s'étant directement

entretenu par téléphone avec monsieur Rachid T., et ce, pendant l'instruction », souligne Me Lola Dubois qui concède dans ses écrits : « Même si la teneur de leurs échanges reste à déterminer, le procédé tant par sa rareté que par sa déloyauté ne manque pas de surprendre. »

**À lire aussi** [Flics et indic : la chasse aux tuyaux, un exercice délicat](#)

Au cours de l'instruction, qui selon cette plainte semble accumuler les manquements à la procédure, « l'indic » aurait également été interrogé dans le bureau de la juge, sans escorte et sans la présence de son avocat, contrairement à ce qu'impose le Code de procédure pénale. Surtout, Guillaume S. aurait assisté à cet interrogatoire. « Il est évident qu'un officier de police judiciaire n'a pas à se trouver dans le cabinet d'un magistrat en charge de l'instruction durant un interrogatoire », insiste la pénaliste dans sa plainte.

Le délibéré de cet appel doit être rendu ce lundi par la cour d'Appel d'Aix-Provence. Quoi qu'il en soit, Me Lola Dubois prévoit de solliciter le dépaysement de l'affaire à Paris.

#### Dans la rubrique Faits divers

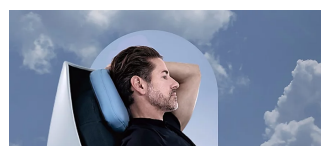
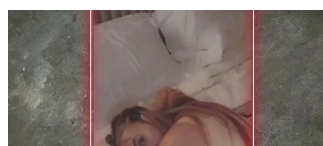
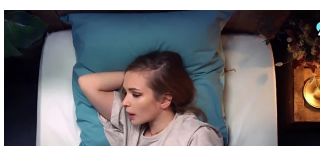
[Helena, étudiante de 22 ans, disparaît à Brest : un appel à témoins lancé](#)

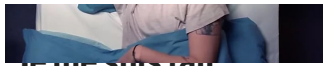
[Violences conjugales : le fils d'Éric Dupond-Moretti mis en examen et placé sous contrôle judiciaire](#)

Abonnés [« Notre fils n'aurait jamais dû mourir ce jour-là » : Baptiste, dispensé, avait succombé en cours de sport](#)

 [VOIR LES COMMENTAIRES](#)

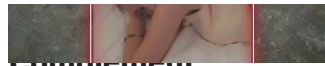
## Contenus sponsorisés





**"Je me suis fait sexualiser par le père d'un abonné..."**

France.tv



**Complètement d'enquête : les injections d'acide...**

France.tv



**Decouvrez l'expérience la plus relaxante en...**

La Compagnie



**Une femme meurt à Ronchin après une dispute avec une...**

France Bleu

## Faits divers



**Helena, étudiante de 22 ans, disparaît à Brest : un appel à témoins lancé**



**Violences conjugales : le fils d'Éric Dupond-Moretti mis en examen et placé sous contrôle judiciaire**



**Nord : le corps d'un jeune homme retrouvé dans un bois par un chasseur**





**Sihem, 18 ans, a disparu dans le Gard : la piste d'un enlèvement privilégiée**



**Abonnés « Notre fils n'aurait jamais dû mourir ce jour-là » : Baptiste, dispensé, avait succombé en cours de sport**



**Belgique : un enfant de 5 ans meurt écrasé par un arbre coupé par sa famille**



**Abonnés Villemomble : soupçonné d'une vaste arnaque à la cryptomonnaie, le « clan » serbe menait grand train**





Abonnés **Un cortège de mariage dégénère à Épinay-sur-Seine, le maire refuse de célébrer l'union**